



Union des Comores

PEACEBUILDING FUND

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP PLUS)

DOCUMENT DE PROJET

Project Title : Projet d'appui à la Réforme sécuritaire en Union des Comores	Recipient UN Organization(s): Programme des nations Unies pour le Développement (PNUD)
Project Contact : Abdou-Salam Saadi Address : BP. 648 PNUD – Union des Comores Telephone : +269 333 76 64 E-mail : Abdou-salam.saadi@undp.org	Implementing Partner(s): Armée Nationale de Développement (AND) / Direction Nationale de la Sûreté du Territoire (DNST)
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location : Moroni – Union des Comores
Project Description: l'actuel projet, s'attèlera à consolider et à bâtir sur les résultats obtenus du volet RSS du précédent Programme en veillant au renforcement de la Gouvernance sécuritaire à travers : 1) la finalisation et l'adoption de la politique de sécurité nationale et du Plan de développement stratégique de la police nationale, en cours d'élaboration: 2) la sécurisation et l'amélioration des conditions de vie dans les casernes de Sangani et Ongoni à Anjouan ; 3) l'amélioration des conditions de vie et de sécurité de l'école nationale de la Police 4) la construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale dans des sites sensibles à la grande Comore et à Mohéli 5) La réintégration de certains ex-FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises à cet effet. 6) La formation des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit	Total Project Cost : USD 1 600 000 Peacebuilding Fund: USD 1 200 000 Government Fund: USD 300 000 Other (PNUD) : USD 100 000 Total: USD 1 600 000 Project Start Date and Duration: 01/02/2013 – 18 mois
Gender Marker Score¹: 1. Security Sector Reform	
PBF Outcomes²: 1 Secteur de la Réforme Sécuritaire	
Project Outputs and Key Activities : Les activités qui seront menées au titre de ce projet contribueront principalement à renforcer la gouvernance sécuritaire du pays. D'une manière spécifique, elles viseront à : • Elaborer les instruments de politique et de stratégie susceptibles d'asseoir les bases pour une gouvernance sécuritaire et de promouvoir une force de sécurité républicaine et respectueuse de l'Etat de droit. • Améliorer les conditions de vie et de sécurité dans les casernes d'Ongoni et Sangani • Construire à l'Ecole Nationale de Police, des infrastructures adéquates pour la formation et le	

¹ The PBSO monitors the inclusion of women and girls in all PBF projects in line with SC Resolutions 1325, 1612, 1888, 1889.

² PBF specific outcome areas: 1 Security Sector Reform; 2 Rule of Law; 3 (DD)R; 4 Political dialogue for Peace Agreements; 5. National reconciliation; 6. Democratic governance; 7. Management of natural resources (including land); 8. Short-term employment generation; 9. Sustainable livelihoods; 10. Public administration; and 11. Public service delivery (including infrastructure)

renforcement des capacités individuelles des forces de la police nationales

- Construire le Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale Chindini et à Howani.
- Réintégrer économiquement et professionnellement Les 150 Ex FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises ;
- Former 400 membres des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit

PROJECT DOCUMENT COVER SHEET

(for PRF-funded projects)

Co-chairs of the Joint Steering Committee

Yao Kassankogno,
 Coordonnateur Résident a.i. du
 Système des Nations Unies aux
 Comores

Mohamed Ali Soilihi,
 Vice-président chargé du Ministère des
 Finances de l'Economie, du Budget, de
 l'Investissement et du Commerce Extérieur,
 chargé des privatisations.

Moroni, le 28/01/2013

Moroni, le 02/02/2013

Joseph Pihl,
 Représentant Résident a.i. du PNUD

Hamada Abdallah
 Ministre de l'Intérieur, de l'Information et de la
 Décentralisation, chargé des Relations avec les
 Institutions

Moroni, le 28/01/2013

Moroni, le 26/01/2013

COMPOSANTE 1 :

a) Analyse de la situation / contexte

L'une des crises politiques majeures des 15 dernières années a été la crise séparatiste d'Anjouan en 1997. Avec l'appui de la communauté internationale, un processus de réconciliation nationale a été amorcé avec la signature des accords de Fomboni de février 2001 qui ont permis l'adoption, par référendum, d'une loi fondamentale instituant un nouvel ensemble comorien dénommé « Union des Comores ». La Constitution de 2001, révisée par référendum en 2009, a conféré à l'archipel un statut d'Union composée d'îles semi-autonomes, chacune dotée d'un Gouverneur, d'un Conseil de l'île (une sorte d'Assemblée locale) et d'une loi statutaire propre promulguée après déclaration de la Cour constitutionnelle de sa conformité à la Constitution. Bien qu'ayant permis de mettre un terme à la crise de 1997, l'adoption de la Constitution de 2001 et sa révision en mai 2009 n'ont pas apporté des solutions durables aux tensions entre les îles, et particulièrement aux conflits des compétences entre les îles et le pouvoir central. Récemment, le Gouverneur de l'île d'Anjouan a fait valoir au Gouvernement central les prérogatives et droits propres de son île faisant ressurgir les fantômes du passé en termes de conflits de compétences entre pouvoirs insulaires et Union qui ont émaillé la vie politique comorienne des débuts de cette réforme constitutionnelle.

La mise en œuvre du volet « Sécurité et stabilité » du Programme FCP a permis d'apporter une série de réponses aux défis majeurs que connaît le pays dans le domaine de la sécurité. Toutefois, certaines activités et actions, indispensables pour assurer la consolidation des acquis et leur pérennisation, n'ont pas pu être terminées ou menées, pour diverses raisons dont le contexte politique sensible et les changements au sein du Gouvernement, le retard dans l'acquisition du matériel suite au désistement de divers fournisseurs et l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire par rapport aux coûts réels.

C'est le cas par exemple de la « Justice nationale » et de la « politique nationale de sécurité » non élaborées. De même, sur les 7 dépôts d'armes prévus devant être réhabilités et dotés d'un système de sécurité, seulement 6 le sont et un seul (situé à Grande Comore) sera sécurisé, sur les quatre casernes militaires qui devaient être sécurisées, aucune ne l'est, sur les quatre casernes de gendarmerie qui devaient être sécurisées, aucune ne l'est, sur les 800 hommes prévus devant être formés, seulement 160 environ, ont effectivement reçu une formation et la Garde côtière et les services nationaux de sécurité ont reçu seulement une partie du soutien prévu à l'origine.

Par conséquent, le projet d'appui à la Réforme sécuritaire en Union des Comores du programme FCP plus, s'attèlera à consolider et bâtir sur les résultats obtenus par les projets précédents, en veillant, entre autres, au renforcement de la Gouvernance sécuritaire à travers 1) la finalisation et l'adoption de la politique de sécurité nationale et du Plan de développement stratégique de la police nationale, en cours d'élaboration;

2) la sécurisation et l'amélioration des conditions de vie dans les casernes de Sangani et Ongoni à Anjouan ;

3) l'amélioration des conditions de vie et de sécurité de l'école nationale de la Police

4) la construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à la grande Comore et à Mohéli

5) La réintégration de certains ex-FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises à cet effet.

6) La formation des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit

b) Project Justification and Core Strategy / Justification du projet et de la stratégie de base

1. Outre l'identification des armes en circulation et des ex-combattants en liberté évoqués successivement dans le Plan prioritaire et dans son récent amendement comme des facteurs déstabilisant, il a été également souligné l'existence d'une grande méfiance de la population envers le secteur sécuritaire, d'une part, et un manque de vision, de formation appropriée et des infrastructures et moyens adéquats dans ce secteur d'autre part. Le présent projet a donc été

politiques concernées, à savoir le Directeur de Cabinet du Président, chargé de la Défense et le Chef d'Etat-major, la Direction Nationale de la Sûreté du territoire et en étroite collaboration avec un comité technique composé de hauts cadres désignés par ces instances. Ces consultations ont démontré en outre que la faiblesse et la fragilité avérées du système sécuritaire aux Comores dans son ensemble exigent une attention toute particulière et urgente par le programme FCP. A défaut d'un appui conséquent, les forces de sécurité ne seraient à même d'assurer correctement celle des citoyens, y compris dans le sens du respect de l'état de droit, ni sauvegarder de manière efficace et adéquate, par manque de moyens matériels, les frontières maritimes du pays et le protéger des éléments déstabilisateurs venant de l'extérieur. Etant donné que l'essentiel de l'action s'est focalisée sur l'île d'Anjouan, le territoire où se situe une bonne partie des menaces majeures identifiées dans le domaine sécuritaire, tout laisse croire que la mise en œuvre de ce projet apportera des réponses déterminantes à des défis réels dont le pays a bel et bien besoin de relever.

2. Les fonds alloués par les Nations Unies dans le cadre de ce *FCP Plus* représentent indiscutablement une opportunité pour les Comores en ce sens qu'ils permettent le parachèvement d'un certain nombre d'actions stratégiques visant la consolidation de la paix dans le pays. Bien qu'identifiées et programmées lors de la précédente phase du Programme, ces dernières n'ont pas été mises en œuvre faute de ressources financières suffisantes. En effet, Petit Etat Insulaire très endetté, les Comores - où rares sont les partenaires multilatéraux ou bilatéraux installés sur place - disposent de très peu de marge de manœuvre pour mobiliser les fonds nécessaires à son entreprise de consolidation de la paix. Ainsi, le tarissement futur des fonds *FCP Plus* et les faibles perspectives de financements alternatifs pour appuyer le secteur, sont autant d'inquiétudes qui pèsent aussi bien chez les autorités que chez les partenaires au développement qui accompagnent le pays dans ce processus notamment les Nations Unies.

3. La dimension catalytique des fonds FCP est donc prise en compte aussi bien par les autorités que par le PNUD qui ne ménagent aucun effort pour mobiliser davantage d'autres ressources. Il convient cependant de souligner les difficultés quasi structurelles du pays en matière de mobilisations des partenaires internationaux pour l'accompagner dans ses efforts de développement en général et la consolidation de la paix en particulier. En dépit de ces difficultés, on peut noter toutefois que la consolidation de la paix aux Comores a déjà suscité l'intérêt de quelques partenaires dans le cadre de la mise en œuvre de la première phase du Programme FCP et nous nourrissons l'espoir que ce sera autant pour cette deuxième phase. En fait, la stratégie adoptée lors de la première phase, dans le cadre de la synergie des partenariats et des effets catalytiques a permis de couvrir une partie du gap de financements, grâce à la contribution des autres partenaires au développement tels que la France : reprise de la coopération militaire axée essentiellement sur la formation, notamment pour l'USFSC; les USA (Appui à l'AND, en particulier à l'USFSC, Unité de Surveillance des Frontières et de la Sécurité Civile, avec la remise d'un bateau patrouilleur) ; la Chine (Appui à l'USFSC pour la formation de son personnel et la remise de matériel nautique, de l'AND avec la remise d'un bateau, d'une unité mobile de réparations et de maintenance pour les bateaux et de matériel de sauvetage ; le Maroc (Formation d'éléments de la FCD, Force Comorienne de Défense ; le Soudan et la Libye (Formation d'éléments de la FCD et de la police), la Turquie : fourniture de 2 canots. Il convient également de noter qu'en termes de synergie, le présent projet combine les actions non achevées de trois projets du FCP initial à savoir « *la Réforme du secteur sécuritaire* », « *la Restructuration et renforcement des capacités opérationnelles de la police nationale* » et le « *Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (PNDDR)* ».

COMPOSANTE 2:

Tableau 1. CADRE DE RESULTATS

Programme Level					Project Level		
(1) Strategic Outcomes (National Strategies, PP) ¹	(2) Conflict factors addressed (Outcome level)	(3) Peacebuilding Outcomes (areas of change through PBF investment)	(4) Outcome indicators (type of change)	(5) Outcome Baselines (situation of reference) and final targets	(6) Project Results (Outputs)	(7) Output Indicators (qualitative/ quantitative)	(8) Output Baselines (situation of reference) and final targets
Les mécanismes de Gouvernance démocratique, de cohésion sociale, de solidarité et de consolidation de la paix, sont améliorés et fonctionnels (EP 2.2 de l'INDAF 2008 - 2014).	Les forces de sécurité disposent d'infrastructures décentes et opérationnelles	La gouvernance sécuritaire est renforcée notamment à Anjouan afin de consolider la paix, d'améliorer la primauté du droit et d'assurer une stabilité à long terme des Comores	les infrastructures et les équipements mis en place à l'échelle nationale notamment à Anjouan, renforcent la confiance des forces de sécurité et des autorités compétentes à faire face aux défis sécuritaires du pays.	<p><i>Baseline (2011)</i> Un draft de politique nationale de sécurité (PNS) et d'un plan de développement de la police nationale (PDPN)</p> <p><i>Target (2014)</i> Le pays dispose d'instruments de politique et de stratégie susceptibles d'asseoir les bases pour la gouvernance sécuritaire et de promouvoir une force de sécurité républicaine et respectueuse de l'Etat de droit</p> <p><i>Baseline (2012)</i> -Manque d'infrastructures d'hébergement -Salle de repas pas au norme</p> <p><i>Target (2014):</i> • Les conditions d'hébergement et de restauration dans les casernes d'Ongoni et Sangani dans l'île d'Anjouan sont améliorées</p> <p>• L'Ecole Nationale de Police dispose d'infrastructures adéquates pour accomplir leur mission de formation et de renforcement des capacités individuelles des forces de la police nationales</p> <p>• Trois infrastructures essentielles sont mises</p>	<p>1.1 La Politique nationale de sécurité est adoptée</p> <p>1.2 Le pays dispose et met en œuvre un PSDPN</p> <p>1.3 les assises nationales ont abouti à une vision partagée de la sécurité nationale</p> <p>2.1 les infrastructures d'hébergement des casernes d'Ongoni et Sangani réhabilitées et équipées</p> <p>3. Des membres des forces de sécurité sont formés au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit</p> <p>4. les</p>	<p>1.1 Nombre de mesures et initiatives prises en adéquation avec la politique de sécurité nationale</p> <p>1.2 pourcentage de mesures du PSDPN adopté</p> <p>1.3 Existence d'une vision commune de la sécurité nationale</p> <p>2.1. Capacité d'hébergement dans les deux casernes ciblées</p> <p>2.2 Capacités d'hébergement de femmes soldats</p> <p>3. Nombre de soldats formés</p> <p>4.1. Capacité d'accueil des</p>	<p>Baseline (2012) Le draft de la PNS est disponible</p> <p>Target : La PNS est finalisée et mise en œuvre (2014)</p> <p>Baseline (2012) 0</p> <p>Target : 40% (2014)</p> <p>Baseline : 0 (2012) Target : 1 (2014)</p> <p>Baseline : 100 (2012) Target : 400 (2014)</p> <p>Baseline: 0 Target : 20</p> <p>Baseline: 0 Target : 400</p> <p>Baseline: 30</p>

			<p>déploiement des forces de police dans des sites sensibles du pays à travers la construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à la Grande Comore et à Mohéli.</p>	<p>vie, de sécurité et de formation de l'école nationale de la Police sont améliorées</p> <p>5. le Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à Chindini et à Howani sont construits</p>	<p>stagiaires</p> <p>4.2. Accès aux équipements sanitaires de base</p> <p>4.3 Nombre de personnes par pièces dans les dortoirs</p> <p>4.4 Nombre de pièces réservées aux femmes dans les dortoirs</p> <p>5.1 Nombre de brigades nouvellement construites</p> <p>5.2 Nombre de commissariat nouvellement construit</p>	<p><i>Baseline: 0</i> <i>Target : 1</i></p> <p><i>Baseline: 8</i> <i>Target : 2</i></p> <p><i>Baseline: 3</i> <i>Target : 6</i></p> <p><i>Baseline: 0</i> <i>Target : 2</i></p> <p><i>Baseline: 0</i> <i>Target : 1</i></p>
<p>Le pays met en place un dispositif pérenne pour assurer la sécurité nationale.</p>	<p>Les menaces que représentent les Ex-FGA démobilisés et sans emplois sont réduites</p>	<p>Une structure officielle assure le suivi et l'évaluation du processus d'intégration économique des Ex-FGA.</p>	<p><i>Baseline (2012)</i> Base de données des Ex-FGA</p> <p>Réconciliation entre les Ex-FGA, leurs victimes et la population</p> <p>Target : Les 150 Ex FGA démobilisés et ayant bénéficié de formations requises sont réintégrés économiquement et professionnellement (2014)</p>	<p>Les Ex-FGA démobilisés sont réintégrés dans le tissu économique</p>	<p>• Nombre des ex-FGA démobilisés ayant développés et mis en œuvre une activité génératrice de revenus</p> <p>• Nombre des ex-FGA démobilisés capables de rembourser les microcrédits</p>	<p><i>Baseline: 62</i> <i>Target : 150</i></p> <p><i>Baseline: 45</i> <i>Target : 150</i></p>

COMPOSANTE 3:

Implementation Strategy / STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

a) Target Groups/Key actors and Geographic Criteria: / Groupes cibles / Acteurs clés et critères géographiques

L'absence de politique et de vision partagées de sécurité nationale rend difficile la constitution de forces de sécurité qui jouissent de la confiance du peuple et se portent véritablement garantes de la sécurité des institutions démocratiques, du respect de l'état de droit et de l'unité et l'intégrité territoriale nationale. Le manque de formation appropriée et de professionnalisme des membres des forces de sécurité ne favorisent pas le respect de l'état de droit et suscite la méfiance au sein de la population. Le délabrement des infrastructures sécuritaires existantes, la forte perméabilité des installations militaires facilitent les évasions et l'appropriation illégale des armes, avec le risque conséquent pour la paix et la stabilité du pays.

Pour corriger ces défaillances, le projet initial a permis (i) La réhabilitation du principal établissement médical militaire du pays, (ii) la confection de lits pour toutes les installations des forces armées et (iii) la réhabilitation et la sécurisation de 6 armureries appartenant aux forces de sécurité. Toutefois, nombreuses sont les actions non réalisées et pourtant identifiées et programmées mais faute de ressources financières, elles n'ont pas pu être mises en œuvre. Ainsi, conformément aux recommandations de la mission d'évaluation externe, le présent projet se focalise sur le plan géographique dans des actions d'appui aux forces de sécurité basées dans l'île autonome d'Anjouan. Pour rappel, c'est dans cette île où la crise séparatiste s'est déclenchée en août 1997 et c'est dans cette île qu'une intervention militaire soutenue par l'Union africaine a permis le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans cette partie du territoire de l'archipel en mars 2008.

Outre les actions dont les forces de sécurité sont les bénéficiaires directes à savoir (i) la sécurisation et l'amélioration des conditions de vie dans les casernes de Sangani et Ongoni à Anjouan (ii) la formation des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit (iii) l'amélioration des conditions de vie et de sécurité de l'école nationale de la Police (iv) la construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à Chindini (Ile autonome de la Grande Comore) et à Howani, (Ile autonome de Mohéli), le projet prévoit également (v) la réintégration/intégration dans le tissu économique des Ex-FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises, non encore intégrés.

Dans leur finalité, les réformes sécuritaires et les initiatives de renforcement des capacités techniques et opérationnelles prévues dans le cadre du présent projet contribueront à une réduction du nombre de violation de droit de l'homme et à asseoir les fondements de l'Etat de Droit et de la sécurité des biens et personnes. De même, les actions envisagées sont de nature à contrer les entreprises de déstabilisation récurrentes aux Comores. L'amélioration des conditions des vies et les infrastructures de l'école nationale de police renforcera l'esprit républicain qui doit animer les forces de sécurité et participe aux efforts de stabilisation des institutions et de promotion de la cohésion nationale.

b) Duration / DUREE

La durée prévue pour le projet est de 18 mois.

c) Approach / Approche

Le présent projet s'inscrit dans une perspective de pérennisation et d'appropriation des résultats de la première phase du FCP et vise à inscrire les acquis dans la durée.

Dans cette optique, l'approche méthodologique pour la conduite des activités au quotidien et l'accomplissement des résultats s'inscrira dans une démarche participative et inclusive de l'ensemble des parties prenantes à la sécurité et à la stabilité. De même, cette approche privilégiera la recherche des synergies positives avec les autres interventions menées dans le

rapprochement opéré avec l'Union Africainé et l'Unité reforme sécuritaire de DPKO en vue de bénéficier de leur expertise et de leurs expériences dans ce domaine. Des actions seront également établies au niveau du plan de mise en œuvre qui sera soumis au premier comité de pilotage en tant qu'instrument essentiel de gestion dudit projet aux fins de construire une stratégie de sortie susceptible d'inscrire dans la durée les résultats du programme et d'asseoir ainsi les bases d'une réelle appropriation nationale des acquis du programme.

Dans cette optique, le bureau de pays du PNUD qui est l'agence de mise en œuvre mettra à la disposition de l'équipe de gestion du projet l'expertise à sa disposition dans le cadre du vaste réseau de connaissances avérées dont dispose le PNUD à travers le monde, dans les champs d'action du projet. La démarche adoptée valorisera l'expertise nationale et locale en matière de sécurité en faisant systématiquement recours aux cadres de l'AND et de la police nationale ainsi qu'à l'expertise des organisations de défense des droits de l'Homme ; comme moyen de mobiliser des capacités nationales. Il est également prévu de recourir à l'expertise régionale, le cas échéant, dans une perspective de promotion de la coopération Sud-Sud.

d) Sustainability and Catalytic effect / Durabilité et effet catalytique, Sustainability / durabilité

Les actions qui seront menées dans le cadre du présent projet et les résultats s'inscrivent dans une perspective de durabilité ; étant entendu qu'ils permettront de doter le pays d'un cadre politique et stratégique, sous-tendu par une vision nationale partagée en matière de sécurité des biens et des personnes. Aussi, les actions inscrites dans le cadre des résultats du projet participent à la fois, à la concrétisation de ces instruments stratégiques précités et à leur mise en œuvre effective. De plus, ces instruments serviront de cadre de dialogue entre le pays et ses partenaires pour la mobilisation et la coordination des ressources qui seraient dédiées au secteur de la sécurité. D'ores et déjà, la première phase aura permis une prise de conscience des enjeux poursuivis par le programme et qui s'est traduite par des mesures visant à la prise en charge au niveau du budget de l'Etat les charges récurrentes à la mise en place des nouvelles structures comme l'Unité de Surveillances des Frontières et de Sécurité Civile (USFSC), l'Ecole Nationale des Forces Armées et de Gendarmerie (ENFAG), et l'Ecole Nationale de Police (ENP).

e) Catalytic effect / Effet catalytique

Le projet entend fédérer d'autres interventions appuyées par d'autres partenaires au développement et créer des synergies positives notamment pour ce qui concerne les appuis déjà apportés dans le cadre de la première phase du Programme par certains partenaires notamment les Etats-Unis d'Amérique, la Turquie, la France, la Chine, le Maroc, le Soudan et la Libye. Les assises nationales sur la sécurité qui seront organisées dans le cadre du présent projet constitueront un cadre approprié pour mobiliser les acteurs nationaux de la sécurité et les partenaires au développement en vue d'une réelle prise en compte des enjeux sécuritaires dans leurs programmes d'action. De plus, une des étapes du processus de finalisation, d'adoption et d'appropriation nationale de la politique nationale de sécurité et du plan stratégique de développement de la police nationale inclue la préparation d'une stratégie de levée de fonds pour leur mise en œuvre.

f) Project Activities

Tableau 2

Planned Activity	Inputs	Budget en \$	Responsible Party for mobilizing inputs
1. Finalisation, adoption et appropriation de la politique nationale de sécurité nationale	<i>Consultants nationaux (2h/m)</i> <i>Assises nationales sur la réforme sécuritaire</i> <i>Facilitations</i> <i>Déplacements locaux</i> <i>DSA des participants</i> <i>Voyages internationaux</i> <i>Communication (frais de conception, édition, reproduction publication)</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	4 000 10 000 1 000 8 000 5 000 5 000 5 000 1 500 1 000 Sous total : 40 500	Directeur National Expert international RSS Expert National Chargé de Programme PNUD
2. Finalisation, adoption et appropriation du Plan stratégique de développement de la police nationale	<i>Consultants nationaux (2h/m)</i> <i>Atelier</i> <i>Facilitations</i> <i>Déplacements locaux</i> <i>DSA des participants</i> <i>Voyages internationaux</i> <i>Communication (frais de conception, édition, reproduction publication)</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	4 000 4 000 500 3 000 4 000 5 000 3 000 1 000 500 Sous total : 25 000	Directeur National Expert international RSS Expert National Chargé de Programme PNUD
3. Sécurisation et l'amélioration des conditions de vie dans les casernes de Sangani et Ongoni à Anjouan :	<i>Contrats pour la réhabilitation des infrastructures d'hébergement</i> <i>Mobiliers de dortoirs (Lits et armoires)</i> <i>Mobiliers et équipement salle de repas et cuisine</i> <i>Matériels d'électrification solaire des dortoirs</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	550 000 40 000 20 000 20 000 5 000 8 000 Sous total : 643 000	Directeur National Expert National Chargé de Programme (PNUD)
4. Formation des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l'état de droit	<i>Formateurs</i> <i>Facilitateurs</i> <i>Support de formation:</i> <i>Fournitures</i> <i>Locations salles</i> <i>Déplacements</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	9 000 2 000 15 000 2 000 2 000 8 000 3 500 2 000 Sous total : 43 500	Directeur National Expert international RSS Expert National Chargé de Programme PNUD
5. L'amélioration des conditions de vie et de sécurité de l'école nationale de la Police	<i>Contrat avec Entreprise</i> <i>Mobiliers (table, chaises, lits, armoires..)</i> <i>Infrastructures de loisir et sport</i> <i>Matériels d'électrification solaire des dortoirs</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	150 000 50 000 23 000 12 000 5 000 8 000 Sous total : 248 000	Directeur National Expert National Chargé de Programme (PNUD)
6. Construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan	<i>Contrat avec Entreprise</i> <i>Matériels de bureau et Matériel informatique</i> <i>Gestion et suivi des activités</i> <i>Divers</i>	210 000 20 000 5 000 5 000 Sous total : 240 000	Directeur National Expert National Chargé de Programme (PNUD)

<i>de la police nationale à la grande Comore</i>	<i>Matériels de bureau et Matériel informatique Suivi des travaux Divers</i>	12 000 3 000 6 000 Sous total : 141 000	<i>Directeur National Expert National Chargé de Programme (PNUD)</i>
8. Construction d'une brigade de la police nationale à Mohéli	<i>Contrat avec Entreprise Matériels de bureau et Matériel informatique Gestion et suivi des activités Divers</i>	100 000 10 000 4 000 2 000 Sous total : 116 000	<i>Directeur National Expert National Chargé de Programme (PNUD)</i>
9. Réintégration de certains ex-FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises à cet effet	<i>Contrat de sous-traitance Acquisition de kits de réintégration Gestion et suivi des activités Divers</i>	10 000 80 000 10 000 5 000 Sous total : 105 000	<i>Directeur National Expert international RSS Expert National Chargé de Programme PNUD</i>
TOTAL		1 600 000	

g) Analysis of risks and assumptions / Analyses des risques et mesures d'atténuation

Ainsi que sollicité, les facteurs de risques externes sont notés dans le tableau ci-après. Il s'agit du contexte sociopolitique de l'Union des Comores qui ne favoriserait pas l'émergence d'une conscience nationale sur les enjeux inhérents à la réforme du secteur de la sécurité en Union des Comores, des relations entre l'État-major de l'Armée Nationale de développement (AND) et la Direction Nationale de la Sûreté du Territoire (DNST) qui ne faciliteraient pas la mise en œuvre de certaines actions du Programme, de l'insuffisance des travaux de réhabilitation des infrastructures, des défaillances des normes requises pour bâtiments militaires, des retards éventuels dans la réalisation et la livraison des ouvrages, des manques de ressources financières adéquates, etc.

Pour ce qui est du contexte politique et des relations entre AND et DNST, l'appui des plus hautes instances politiques, notamment par le biais du Directeur de Cabinet de la Présidence chargé de la Défense et le Chef d'Etat-major et le Ministre de l'Intérieur, sera sollicité de façon ponctuelle, de même qu'un dialogue constant et transparent entre tous les partenaires principaux, qui seront impliqués dans la mise en œuvre. L'insuffisance des travaux de réhabilitation et d'éventuels retards dans la livraison des ouvrages pourront être contournés à travers une bonne gestion prévisionnelle et un suivi de près.

Tableau 3. Risques associés au projet et mesures d'atténuation

Risques	Niveau	Mesures d'atténuation
Le contexte sociopolitique de l'Union des Comores ne favorise pas l'émergence d'une conscience nationale sur les enjeux inhérents à la réforme du secteur de la sécurité en Union des Comores	Élevé	Développement d'un programme d'information et de sensibilisation ciblant les responsables politiques et religieuses ainsi que les leaders communautaires sur les enjeux inhérents au RSS.
Les relations entre l'État-major de l'Armée Nationale de développement (AND) et la Direction Nationale de la Sûreté du Territoire (DNST) ne facilitent pas la mise en œuvre de certaines actions du Programme	Élevé	Élaboration d'un programme de sensibilisation ciblé en fonction des responsables concernés, évaluation des résultats et ajustement de la stratégie au besoin. Élaboration d'un programme d'information et de sensibilisation ciblé en fonction des responsables concernés ; évaluation des résultats et ajustement de la stratégie au besoin.
La construction de certains bâtiments n'atteint pas la qualité minimale requise pour des infrastructures militaires	Moins élevé	Évaluation de la situation et ajustement de la stratégie en fonction des résultats. Élaboration d'un programme d'information et de sensibilisation ciblé en fonction des populations concernées ; évaluation des résultats et ajustement de la stratégie au besoin
Les travaux de réhabilitation des infrastructures accusent du retard compromettant ainsi les délais	Moins élevé	Évaluation de la situation et ajustement de la stratégie en fonction des résultats.

de livraison des ouvrages		
La construction n'atteint pas la qualité minimale requise pour des infrastructures militaires	Moins élevé	Évaluation de la situation et ajustement de la stratégie en fonction des résultats.
Les partenaires du projet n'investissent pas le temps et les efforts nécessaires pour la mise en œuvre des activités comme prévu dans le plan de travail.	Faible	Établissement d'ententes entre le projet et ses partenaires pour une meilleure responsabilisation aux activités qui leur concernent
L'appui technique apporté au projet et par le projet se substitue aux capacités nationales et inhibe leur épanouissement	Faible	Le projet pratique une approche de « partenariat » et non de substitution; Les mandats de l'assistance à long terme et des expertises ciblés sont clairs et explicites par rapport à cette approche

k) Budget / BUDGET

Tableau 4

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Staff and other personnel	40 000,00
2. Supplies, Commodities, Materials	48 000,00
3. Equipment, Vehicles and Furniture (including depreciation)	273 000,00
4. Contractual services	633 496,00
5. Travel	43 000,00
6. Transfers and Grants to Countreparts	-
7. General operating and other direct costs	84 000,00
Sub-Total Project Costs	1 121 496,00
8. Indirect Support Cost**	78 504,00
TOTAL	1 200 000,00

* See the UNDG Harmonized reporting to Donors for Joint Programmes approved in 2006 and available on <http://www.undg.org/docs/9442/Explanatory-Note---Annex-D.doc>.

** The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-5, as specified in the PBF MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organisation. Note that Agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulations, rules and procedures.

COMPOSANTE 4: (LE "COMMENT")

a) Management Arrangements / arrangement de gestion

Le projet sera mis en œuvre conjointement par le Cabinet militaire et la DNST, en qualité d'agence gouvernementale d'exécution, selon la modalité NEX avec paiement direct du PNUD. Le bureau de pays du PNUD apportera un soutien technique et administratif et fera le suivi de la mise en œuvre du projet en conformité avec les règles et procédures du PNUD. Ainsi, les intrants seront mis à la disposition du projet, selon la modalité NEX.

1. Project Coordination/ coordination du projet

Les principaux partenaires impliqués dans la coordination et la gestion du programme seront le Cabinet du Président de l'Union chargé de la Défense, la DNST, le comité technique national du programme composé de hauts cadres des forces de sécurité et le bureau du pays PNUD. Ils seront appuyés par le Secrétariat FCP.

Le projet sera supervisé par un comité national de pilotage qui sera constitué dès le début des activités du projet, pour superviser le projet et veiller à son bon déroulement. La composition du comité devra assurer une représentation équitable des différentes parties-prenantes. Ses membres seront identifiés dans la première phase du projet parmi les personnes concernées et susceptibles d'œuvrer pour des avancées concrètes et tangibles dans la promotion de la consolidation de la paix. Le comité de pilotage se réunira tous les semestres pour suivre l'avancement du projet et valider les plans de travail semestriel, ainsi que le budget correspondant. Il devra fournir des conseils et appuis dans la résolution de tout problème rencontré au cours de la mise en œuvre du plan de travail. Le comité de pilotage a aussi la responsabilité de décider des révisions et ajustements des activités du projet, le cas échéant.

2. Project Implementation modalities / Modalités de mise en œuvre du projet

La gestion quotidienne se fera principalement par un expert national, encadré par le Secrétariat FCP, le comité de Pilotage du programme, le Cabinet militaire et la DNST. En tant qu'agence récipiendaire, le bureau pays du PNUD sera responsable des transactions financières et autres achats.

L'équipe de gestion technique du projet sera basée dans les locaux du PNUD et sera appuyée par l'Unité Gouvernance basée au bureau de pays du PNUD. Elle réalisera les opérations quotidiennes du projet, facilitera les contacts, convoquera les réunions, aidera à établir les ordres du jour, identifiera les ressources internes et externes, fournira les références, renforcera les liens et résoudra les questions techniques, administratives et logistiques. Cette équipe contrôlera les réalisations du projet, proposera des actions correctives pour résoudre des problèmes éventuels et formulera des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des interventions présentes et futures. L'équipe de gestion technique, administrative et financière sera composée du Coordonnateur National et d'un Assistant Administratif et Financier (AAF).

Le coordinateur national gère le projet conformément aux termes de référence préalablement définies. Il apportera son appui technique au projet pour l'élaboration du plan de travail annuel, assurera la mise en œuvre efficace des activités et le suivi des aspects financiers et budgétaires du projet. Il sera responsable de l'organisation des rencontres informelles de projet et des ateliers nationaux, y compris les réunions du comité de pilotage. Il sera aussi responsable de la rédaction du rapport final et de l'organisation de la revue finale du projet. Finalement, le coordinateur du projet assurera l'intégration des résultats et des productions du projet dans le documents et rapport nationaux y afférents.

La contrepartie gouvernementale désignera un fonctionnaire du gouvernement, au poste de directeur national pour assurer la supervision globale du projet. Ce fonctionnaire du gouvernement ne fait pas partie des effectifs du personnel du projet et par conséquent ne peut être rétribué par le budget du projet.

3. Capacity of RUNOs / capacités de mise en oeuvre

Quant aux capacités de mise en œuvre, il est à noter que le bureau de pays PNUD dispose d'un réseau bien consolidé et des connaissances avérées dans les champs d'action du projet. Ce qui confère au PNUD un avantage comparatif avéré dans la gestion de ce type de Programme. De même, l'AND et la DNST disposent respectivement de cadres militaires et policiers de haut niveau dans l'ensemble des domaines d'intervention du projet.

b) Monitoring and evaluation: / Suivi /évaluation

L'équipe de gestion du Programme sera chargée d'assurer la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation ci-dessous présenté.

Tableau 5. Suivi / évaluation du Programme

Activités de gestion	But	Contenu	Fréquence
Plan de mise en œuvre	Élaborer un plan d'activités et de ressources pour les deux années du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Revue des paramètres du projet ✓ Plan de gestion détaillé ✓ Appréciation des conditions critiques ✓ Liste des indicateurs qui serviront à la mesure de l'atteinte des résultats ✓ Budget prévisionnel révisé 	Au maximum, deux mois après le début du projet; mise à jour au cours de la 2 ^{ème} année.
Journal des risques	Fournir une archive d'information sur les risques, leur analyse, les contre-mesures et leur statut	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du risque ✓ Type de risque ✓ Commentaires (sur impact, probabilité, proximité et contre-mesure(s)) ✓ Qui est désigné pour surveiller le risque ✓ Qui a signalé le risque ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un risque se présente.
Journal des problèmes	Saisir et suivre la situation de tous les problèmes du projet dès leur apparition.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du problème ✓ Type de problème de projet (une demande de changement, un problème général tel qu'une question, une déclaration ou une préoccupation) ✓ Qui a signalé le problème ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un problème se présente
Plan de travail annuel	Planifier les activités annuelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre révisé et sommaire des activités prévues ✓ Chronogramme d'activités annuelles. 	Au début du projet à la soumission du rapport annuel
Rencontre du Comité technique de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le bilan du projet • Assurer la collaboration des partenaires à la mise en œuvre des activités du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse et approbation du plan de mise en œuvre. ✓ Analyse et bilan des plans de travail de l'année ✓ Approbation du nouveau plan de travail annuel révisé. ✓ Recommandations en vue d'optimiser les effets du projet. 	Au moins une fois par semestre
Rapports trimestriels	Faire le bilan des activités trimestrielles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Rapports financiers. 	Trimestriel
Rapport annuel	Faire état de l'avancement du projet au Comité de pilotage et ajuster le plan de mise en œuvre et le budget.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre mis à jour ✓ Budget global révisé 	À la fin de chaque année
Rapport à mi-parcours	Faire le bilan des activités sur la base du plan de travail annuel.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Progrès réalisés ✓ Leçons tirées. ✓ Rapports financiers. 	À mi-parcours du programme
Rapport final	Faire état de la livraison des extrants et de l'atteinte des résultats au terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Durabilité des effets ✓ Pérennité des institutions et cadres opérationnels mis en place ✓ Leçons à tirer du projet 	À la fin du projet
Rapports techniques	Rendre compte des missions des experts ponctuels	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Détails et résultats de la mission, calendrier et budget 	À la fin de chaque mission

COMPONENT 5: Annexes

Annex A:

Donor Mapping in Peacebuilding Strategic Outcome Area/s

Strategic Outcome Area	Key Institution	Key Projects/Activities	Duration of projects/activities	Budget in \$
Réforme sécuritaire	1) Cabinet militaire et la Direction Nationale de la Sûreté du territoire	1) Infrastructures militaires et policières	1) 18 mois : à partir de février 2013 – 31 juillet 2014	\$1 600 000
	2) FCP Plus + PNUD	2) Réintégration des Ex-FGA	2) 18 mois : à partir de février 2013 – 31 juillet 2014	

Annex B:

Mapping of critical gaps (UN and International budgets)

Peacebuilding Outcome Area	Ongoing Projects/Activities in Outcome Areas with a direct and demonstrable link to PB and organization responsible for its implementation (NOT covered by other funding sources)	Description of the area facing a gap and entity of the funding gap
Sécurité et stabilité	1) Projets en cours dans le même domaine 2)	1) besoins éventuels de ressources des projets du domaine 2)

Annex C:

Mapping of UN Recipient Organizations

Please include exhaustive information of annual budgets of each recipient agency (RUNOs) in the targeted outcome area.

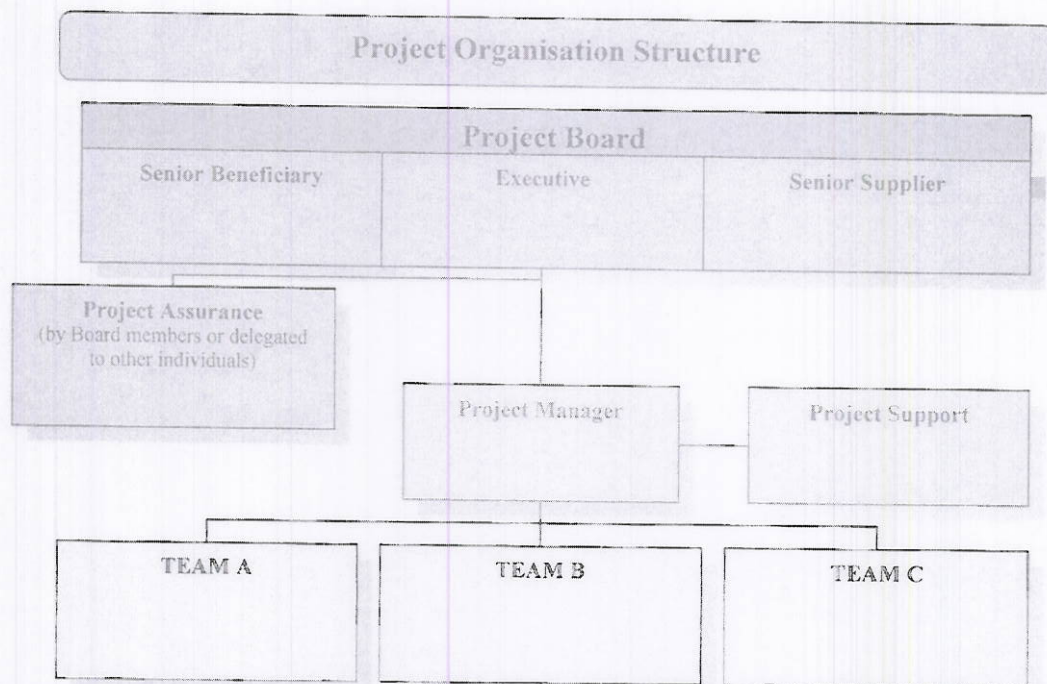
UN Agency	Key Sectors (top five or fewer)	Annual Budget (last year) per Recipient Organization in key sectors ⁴	Annual Budget (this year) per Recipient Organization in key sectors ⁵	Projection of Annual Budget (next year) per Recipient Organization in key sectors	2012 Annual Delivery Rate (Agency Total)
Ex. 1) UNDP	(1) Strengthening of justice and Security Sector Reform (2)	1) 2010-2011: USD 2 Million (SSR)	1) 2012: 3,854,817.00 USD from BCPR Thematic Trust Fund)		2012 budget: USS 9.3 m Annual delivery rate: 75%
Ex. 2) UNICEF	1) Basic Education and Gender Equality 2)	1) 2010-2011: USD 5 Million	1) 2012: US\$ 3,228,060		Annual budget: USS11,026,559 Annual delivery rate : 93%

⁴ If UNDP is one of the Recipient Agencies, specific information shall be included on whether the country is benefiting of BCPR Thematic Trust Fund and if yes, the amounts allocated and the funding gaps need to be specified

⁵ If UNDP is one of the Recipient Agencies, specific information shall be included on whether the country is benefiting of BCPR Thematic Trust Fund and if yes, the amounts allocated and the funding gaps need to be specified

Annex D

Suggested Organigram to be used for the Project's Joint Steering Committee or a specific ad hoc Project Board, if the project requires one.



ANNEX E: This target table will be used for MPTFO reporting

INDICATOR BASED PERFORMANCE ASSESSMENT: Using the Programme Results Framework from the Project Document - provide an update on the achievement of indicators at both the outcome and output level in the table below. Where it has not been possible to collect data on indicators, clear explanation should be given explaining why, as well as plans on how and when this data will be collected.

This target table will be used for MPTFO reporting

	Performance Indicators	Indicator Baselines	Planned Indicator Targets	Targets actually achieved
Outcome 1⁶	Indicator			
Output 1.1	Indicator 1.1.1			
	Indicator 1.1.2			
Output 1.2	Indicator 1.2.1			
	Indicator 1.2.2			
Outcome 2	Indicator			
Output 2.1	Indicator 2.1.1			
	Indicator 2.1.2			

⁶ Either country relevant (from the Priority Plan or Project Document) or PMP specific.